

La formation professionnelle publique des adultes : un enjeu fondamental pour la province de Teruel

L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE et sociale de l'Espagne montre que le statut des savoirs est remis en cause lorsque se produisent d'importantes mutations socio-techniques. Ainsi la Constitution de 1869 souligne-t-elle pour la première fois, au moment où l'économie se modernise, la nécessité de donner une formation professionnelle à la classe ouvrière. L'impact des nouveaux systèmes d'organisation du travail invite de même, sous la dictature de Primo de Rivera, à supprimer l'analphabétisme technique à travers la création d'un enseignement professionnel approprié. Plus récemment, les besoins de main-d'œuvre qualifiée engendrés par la croissance des années 60 entraînent la mise en place de la formation professionnelle publique pour adultes qui devient du même coup un facteur du développement. En revanche, le Plan de formation et d'insertion professionnelle de 1985, cadre légal de la formation professionnelle *occupationnelle*¹ publique des adultes (communément appelée FPO), s'assimile davantage à une variante du système de l'emploi. Relevant du ministère du Travail et des Affaires sociales, cette modalité met à disposition de la population exclue de l'emploi un ensemble de compétences reconnues².

Située entre l'« économiquement » rentable et le « socialement » nécessaire, l'intervention des institutions publiques en matière de FPO mêle la production de compétences,

1 La Loi fondamentale sur l'Emploi de 1980 établit une distinction définitive entre formation *occupationnelle* et professionnelle et qualifie d'« *occupationnelle* » un autre type de formation professionnelle qui ne correspond ni à la réglementation ni aux pratiques du système éducatif ».

2 La majorité des modules de FPO est dispensée dans des centres collaborateurs homologués mis sur pied par les collectivités territoriales, les organisations patronales, syndicales ou représentatives de l'économie sociale, les organismes paritaires de formation, les entreprises, les organisations agricoles, les écoles-ateliers, les chambres de métiers et les centres privés.

la gestion de l'insertion professionnelle et le développement local. Il existe d'une part de fortes solidarités entre la nature du travail et de l'emploi et les choix institutionnels relatifs à la FPO. Liée aux qualifications et aux compétences théoriques et pratiques nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle, l'offre de FPO répercute les changements intervenus dans le marché du travail. Sous l'effet des changements, généralement associés à la mondialisation, la FPO se trouve aussi davantage liée à l'insertion professionnelle et les caractéristiques des demandeurs reflètent les phénomènes de dualisation qui se produisent dans l'ensemble de la société. Enfin la FPO concourt à la survie du territoire dès lors qu'il s'agit, à l'instar de la province de Teruel, de qualifier et de maintenir la main-d'œuvre dans les espaces intérieurs en déclin. Le devenir des formés, ou du moins leurs intentions professionnelles, renvoient au bout du compte au paradoxe de Teruel. Néanmoins les évolutions en matière de FPO dans cette province retirée et menacée de dépeuplement ne sont pas indépendantes des transformations globales en Espagne ou dans la Communauté européenne et restent marquées par la situation géo-économique particulière de Teruel à l'intérieur de l'Aragon, caractérisée par une complémentarité vallée-montagne.

C'est donc à l'aune des transformations économiques et sociales dans ces différents espaces que nous effectuerons la lecture de notre enquête sur la FPO à Teruel³, en essayant de comprendre comment s'y déploient les logiques qui la traversent.

3 Enquête effectuée entre février et décembre 2001 dans le cadre du laboratoire d'Etudes ibériques et latino-américaines de l'université de Paris X. Elle concerne 206 stagiaires répartis dans toute la province de Teruel.

I. Transformations du travail et de l'emploi et primat de la formation

Dans la mesure où l'adaptation de la main-d'œuvre aux changements du travail (souvent identifié par antonomase au professionnalisme) est devenue un enjeu économique et social majeur, la FPO ne peut faire l'impasse sur les mutations qui affectent le contenu et l'organisation du travail, elles-mêmes reliées aux importantes transformations socio-économiques et technologiques des vingt dernières années (mondialisation, émergence de la société de l'information). La modalité *occupationnelle* ne peut ignorer les modes particuliers selon lesquels les compétences sont employées et combinées au sein des organisations (les entreprises cherchent à tirer parti d'arrangements inédits en matière d'organisation du travail et rompent ainsi la relation univoque entre formation et emploi). On assiste en définitive à une nouvelle articulation entre les sphères de la FPO, du travail, réorganisé, et de l'emploi, devenu plus rare et plus précaire.

Les mutations du travail

Au cours du XX^e siècle, la part du travail orientée vers la production des personnes n'a cessé d'augmenter alors que celle dévolue à la production d'objets s'est réduite. L'activité économique est passée, en Europe comme aux Etats-Unis et au Japon, d'une production industrielle à une production de services et à des activités d'innovation qui nécessitent de plus hauts niveaux de compétences et de qualifications. Dans le même temps le travail tertiaire devient, avec la révolution informatique, comparable au travail industriel et on y observe les mêmes formes d'organisation des tâches (un processus de déqualification-surqualification est à l'œuvre). Au bout du compte, la tertiarisation de l'économie entraîne un réaménagement du tissu productif non plus à partir de la production de biens mais autour des lieux de production de compétences et de traitement de l'information (le travail immédiatement productif est appelé à diminuer de plus en plus rapidement, à devenir de plus en plus discontinu et intermittent). Elle étalonne les salariés en fonction de leur capacité à ajouter « quelque chose de plus » dans la chaîne de la valeur. Elle valorise la qualification et la compétence et dévalorise le travail non qualifié.

L'Espagne, pour sa part, entre dès les années 80 dans la société de l'information et du savoir et son adhésion à la Communauté européenne accentue la tertiarisation de l'économie (la croissance de la population active est pour l'essentiel imputable au développement des services). On observe une augmentation considérable du niveau de formation initiale renforcée il est vrai par le phénomène du chômage. Le nombre d'années d'études nécessaires à l'exercice d'un emploi augmente presque de 70 % entre 1970 et 1994 (le doublement du Produit intérieur brut durant la même période est aussi lié à l'accroissement de la quantité de connaissances utilisées). Le seuil d'accès et de maintien dans l'emploi suit l'évolution de la demande de qualifications qui s'accroît et se diversifie rapidement aux niveaux les plus hauts tandis qu'elle

se réduit à la base (en 1990, les actifs possédant un diplôme supérieur au certificat d'études primaires sont pour la première fois majoritaires). Si l'on tient compte des mouvements de fond du marché du travail, le titre minimum requis se situe quasiment au niveau du baccalauréat. Le caractère incertain de la conjoncture économique est également une source de demande croissante de formation. Le travail étant davantage soumis aux pressions des actionnaires et des clients, les entreprises cherchent à s'adapter au marché devenu instable et sont tentées de « surqualifier » les postes et d'exiger des compétences et des qualifications excédentaires. L'augmentation de leurs exigences en termes de compétences les conduit à recruter les candidats de plus en plus diplômés qui se présentent sur le marché en proportion croissante. Elles n'assurent plus de manière systématique un rôle d'investissement dans le capital humain général mais recherchent en revanche un capital humain spécifique, c'est-à-dire des salariés disposant de qualifications nouvelles dans les domaines des technologies de l'information ou du « management ».

On passe d'une production de masse de biens relativement peu différenciés à une production gouvernée par la qualité et l'innovation. L'abaissement des coûts de revient, l'amélioration des niveaux de qualité, la réduction des délais de conception, de fabrication et de mise à disposition des produits, la fiabilité des services ainsi que le raccourcissement du cycle de vie des produits et le rythme rapide des changements technologiques caractérisent le nouveau modèle productif. La concurrence se fait au niveau de la différenciation et de la qualité des produits et ne dépend plus uniquement de la modération des coûts salariaux. Afin d'assimiler les innovations de produits ou de procédés, les entreprises s'appuient sur la réagrégation des tâches et la multifonctionnalité des opérateurs. Ce changement de paradigme suppose le développement de plus grandes compétences chez les salariés (réactivité aux aléas, capacité d'adaptation aux mutations rapides d'un poste ou d'une technique) ainsi que l'élargissement de leurs connaissances (compréhension des processus, décodification de symboles et d'indicateurs essentiels, etc.). L'innovation consiste moins en la construction de nouvelles machines ou de nouveaux équipements complexes qu'en la maîtrise d'une quantité de plus en plus grande d'informations. L'investissement en formation devient donc central. Le travail, appuyé sur les informations et les langages plutôt que sur les objets, repose davantage sur les systèmes d'enseignement et de FP. A la recherche de plus d'adaptabilité et de réactivité, les entreprises adoptent aussi de nouvelles technologies et redéfinissent leur organisation du travail et leur gestion des ressources humaines. Dès le début des années 80, la compétition économique devenue mondiale précipite l'utilisation des nouvelles technologies qui se combinent avec l'intensification du travail. L'informatique permet des combinaisons organisationnelles plus décentralisées et la gestion des sous-ensembles devient par conséquent plus souple. Il est désormais possible de faire appel à une multitude de sous-traitants pour gérer la comptabilité, la conception des produits, etc. (si la sous-traitance, l'intérim ou l'embauche à durée déterminée continuent à se développer, l'analyse doit toutefois être nuancée étant donné

que l'ambition des employeurs est de conjuguer flexibilité et stratégies d'agrégation des salariés à la firme).

Les transformations de l'organisation du travail desserrent progressivement le lien entre production et emploi. Une technique de production donnée s'associe désormais à diverses combinaisons organisationnelles et offre la faculté d'utiliser la main-d'œuvre et la formation de la manière la plus avantageuse. Des systèmes de production flexibles se superposent à l'organisation taylorisée où l'intensification du travail non qualifié était le vecteur principal de la productivité. Le triptyque polyvalence-autonomie-responsabilité se substitue à la spécialisation du monde fordiste où le travail, effectué dans des organisations relativement stables, se trouvait fortement codifié et où il s'agissait d'être capable de se conformer à des prescriptions. Ainsi le Programme de promotion professionnelle ouvrière (PPO), la FPO des années 60, visait-il à qualifier la main-d'œuvre en provenance de la campagne de manière à l'adapter à un poste de travail. On parlait plus volontiers, jusqu'aux années 80, de qualification que de compétence pour définir les attentes des entrepreneurs. Dans la nouvelle organisation du travail en revanche, il s'agit de plus en plus de transmettre des compétences afin de permettre l'adaptation, la flexibilité et l'autonomie plutôt que de fournir des qualifications liées à un poste de travail ou à un métier. On passe d'une relation formation-tâches à une relation formation-compétences où le rapport savoir/savoir-faire se modifie.

L'évolution vers un système de plus en plus complexe où circulent des masses croissantes d'informations exige des qualifications plus larges et distinctes de celles de l'ère industrielle et bon nombre de tâches sont progressivement remplies par des automatismes. Une substitution s'opère. Les catégories présentant les niveaux les plus bas (analphabètes, sans diplôme ou niveau primaire) sont progressivement remplacées par des catégories de niveau supérieur et sont menacées de marginalité professionnelle. Tout en éliminant les différences entre le bureau, l'industrie et les services, les technologies de l'information entraînent une moindre demande de travail non qualifié et des besoins accrus en spécialistes et en salariés polyvalents (jusqu'alors, l'apparition de nouvelles techniques ou l'intensification de la division du travail augmentaient le nombre de tâches à réaliser et réclamaient une plus grande spécialisation). Il se produit une rupture parce que les changements technologiques n'entraînent pas la « reprofessionnalisation » des ouvriers et suscitent le recours à des salariés possédant des niveaux de formation différents et plus enclins à des activités abstraites. La tertiarisation n'est pas accompagnée d'une formation suffisante⁴. A Teruel précisément, les emplois tertiaires sont peu qualifiés et concernent la vente, le nettoyage, le gardiennage, etc. plutôt que les domaines de la conception, de la planification ou de la gestion de la qualité.

Nonobstant, une partie de la gestion des mutations incombe aux politiques publiques de FP. L'Etat se voit contraint d'intensifier la mobilité des salariés et d'organiser à travers la FPO la mobilisation de la fraction la plus instable de la main-d'œuvre (les salariés précaires et peu

4 Les entreprises espagnoles sont dès le début des années 90 confrontées à des besoins de formation dans les domaines des nouvelles technologies, de la gestion, du marketing et de la production.

qualifiés). Il cherche à redistribuer les compétences demandées dans le marché du travail. Dès 1985 les nouvelles technologies constituent l'un des objectifs de la FPO. Des actions d'initiation sont mises en place en faveur des nombreux travailleurs confrontés à l'obligation de se mettre à niveau alors que les emplois se réduisent dans les secteurs traditionnels. L'acquisition de l'anglais ou de l'informatique, et non plus l'alphabétisation, se trouve désormais au cœur de la question de l'exclusion du marché du travail. Dans de telles circonstances, il n'est pas surprenant de voir se multiplier à Teruel des organismes offrant des formations en informatique, en gestion ou en anglais et de voir les stagiaires s'orienter vers des compétences transversales (presque cinquante pour cent des stagiaires questionnés lors de notre enquête acquièrent des compétences en communication, marketing, anglais ou informatique dans le cadre des stages auxquels ils participent ou plus rarement en dehors de ceux-ci).

Le contexte inédit de l'emploi

Les mutations économiques et l'émergence des nouvelles technologies de l'information modifient non seulement le contenu du travail mais aussi le niveau de l'emploi. Si la fin de l'expansion commencée dans les années 60 coïncide avec l'apparition du chômage structurel, l'intense création d'emplois de la seconde moitié des années 80 ne donne pas lieu à une diminution équivalente du chômage ; beaucoup d'emplois créés ne sont pas occupés par des individus auparavant repérés comme chômeurs mais par des jeunes qui s'intègrent pour la première fois dans le marché du travail ou des personnes inactives. Cela étant, le taux de chômage à Teruel, légèrement inférieur à la moyenne nationale, est l'un des plus bas parmi les régions de l'intérieur de la Communauté européenne. Le chômage y sévit plutôt dans les secteurs de l'agro-alimentaire, du textile et du bois et touche davantage le secteur des services (hôtellerie, commerce, etc.) qui concentre presque la moitié des sans-emploi.

L'enjeu, dont n'est pas exempte la formation, est de construire de nouvelles organisations productives plus compétitives dans un contexte international plus concurrentiel et incertain. Le défi consiste aussi à faire face aux risques de montée du chômage. Les substitutions entre équipement et travail, entre production nationale et importations et entre compétences qui se produisent en permanence sur le marché de l'emploi entrent donc en ligne de compte. Il s'agit précisément d'éviter la substitution du travail domestique par le travail lointain en procurant des compétences locales, sachant que la concurrence des pays à bas salaires accentue la vulnérabilité des industries de main-d'œuvre et que le progrès technique favorise le travail qualifié. A l'identique, la quantité de main-d'œuvre spécialisée dont certains secteurs de l'industrie ont encore besoin peut être recherchée au delà des frontières et la probabilité que les employeurs aient régulièrement besoin des services de la réserve de main-d'œuvre formée et entretenue par l'Etat est de plus en plus éloignée. En fin de compte, le renforcement du potentiel technique est devenu un impératif majeur pour l'ancrage de l'Espagne au sein du premier cercle de l'Union européenne, notamment en raison du risque économique que représente pour les exportations espagnoles l'entrée à court terme de pays de

l'ancien bloc de l'Est. Cette exigence demande un important effort d'investissement dans l'industrie, les infrastructures de communication ainsi que dans les systèmes financiers et éducatif. Le constat vaut également pour l'ancrage de Teruel au sein de l'Espagne. La FPO doit par conséquent y favoriser la qualification de la main-d'œuvre locale et appuyer les mutations du système productif. Peu valorisée au commencement du règne franquiste, incontournable durant l'industrialisation des années 60 et prioritaire lors de l'ouverture de l'Espagne vers l'Europe, la formation professionnelle est à présent devenue un élément stratégique de la gestion des ressources humaines, lesquelles représentent un avantage compétitif fondamental.

La nécessité d'acquérir des compétences professionnelles

De même que l'industrialisation avait provoqué la crise du système antérieur d'apprentissage, la progressive substitution du paradigme fordiste par le modèle de la flexibilité atteint toutes les institutions de FP. On assiste à l'effacement progressif des frontières entre formation générale et FP, FPO et formation initiale et entre FP et emploi. Dorénavant tout se passe comme si la composante binaire de la FP, l'acquisition de savoirs généraux et l'apprentissage de compétences, se modifiait de telle manière que le second terme n'était plus autonome par rapport au premier (à Teruel, nous avons observé que des savoirs théoriques et pratiques sont dispensés à la quasi totalité des stagiaires de la FPO). Il n'y a plus de relation directe et absolue entre un niveau donné d'études ou une durée de scolarisation et le fait de posséder les compétences instrumentales courantes. En outre, les connaissances technico-professionnelles évoluent rapidement et exigent un lien permanent avec les contextes dans lesquels elles s'articulent. La formation ne commence pas là où se termine l'éducation et l'emploi ne commence pas là où s'achève la formation (à Teruel même, les étudiants ou les salariés précaires représentent presque un tiers du total des stagiaires observés). Ce sont donc les institutions comme la FPO, complémentaires et indépendantes de l'école, qui offrent normalement un apprentissage organisé dans le cadre d'expériences planifiées⁵.

La FP change radicalement de statut. L'exigence d'une qualification renvoyant aux savoirs scolaires et au travail prescrit demeure mais elle est à présent subsumée par le concept de compétence, devenu central et autour duquel s'organise de nouveaux clivages socio-professionnels. Si les institutions de formation continuent d'ajuster les qualifications au système de production, elles doivent aussi anticiper le type de compétences qui contribuent aux architectures futures des organisations productives. Deux exigences leur incombent ; procurer en amont des compétences permettant l'adaptation et à l'aval, aider chacun à exercer les postes successifs de sa carrière. Il est demandé aux systèmes de formation de « fabriquer » des compétences qui se définissent plutôt par rapport à l'action concrète et sont facilement convertibles en compétences collectives (dans un environnement incertain les cohérences, plus complexes et interactives, sont des sources d'efficacité susceptibles de réduire les coûts de

5 A Teruel, la FPO tend à suppléer les carences de l'enseignement réglementé en réorientant les jeunes et les chômeurs éloignés du système scolaire vers l'emploi.

coordination). Les seuls savoirs académiques ne donnent pas automatiquement accès à la compétence, c'est-à-dire à une combinaison de connaissances, d'aptitudes et de comportements pouvant être utilisés dans un contexte donné (le diplôme n'est plus suffisant pour éviter le chômage). Une valeur croissante est accordée à l'expérience professionnelle. L'acquisition de compétences ne s'arrête pas à la possession d'aptitudes ou de connaissances et unit de façon opérationnelle des formes anciennes d'apprentissage « sur le tas » à des enseignements formalisés (connaissance du produit, présentation du processus). Pourtant seul un peu plus du tiers des stagiaires interrogés dans le cadre de notre enquête à Teruel ont effectué un stage en entreprise dans le cadre de leur formation⁶. La quasi totalité des stagiaires interrogés estime néanmoins que la FPO procure les qualifications et les compétences indispensables à l'exercice de l'activité professionnelle. L'élargissement des savoir-faire constitue la principale motivation à se former loin devant les préoccupations relatives au changement de profession et à l'adaptation au marché du travail.

II. L'inscription dans une logique d'insertion

Bien que les frontières entre chômage, emploi et formation se soient brouillées, les divers savoirs professionnels conservent des espaces de pertinence différents. Si la formation professionnelle continue s'exerce dans le cadre du travail, la FPO publique se réfère surtout à l'emploi. Elle tente de corriger les déséquilibres du marché du travail et passe du même coup de la sphère de la promotion à celle de l'insertion comme l'indique le nom même du plan dans le cadre duquel se déroule la FPO publique depuis 1985 : « Plan national de formation et d'insertion professionnelle ». En réalité, la montée du chômage a fait basculer la FPO publique dans une logique sociale d'intégration des chômeurs. Il n'est donc pas fortuit que cette modalité s'adresse uniquement, depuis 1993, aux chômeurs qui en Espagne comme à Teruel en constituaient dès 1984 la principale population.

La montée de la précarité

Dès les années 80, la montée du chômage structurel contient des risques de segmentation sociale qu'il s'agit de juguler. Les progrès technologiques et économiques cessent de promouvoir un nombre d'emplois socialement suffisant. La compétitivité croît au détriment de la cohésion sociale. Il existe une potentialité de dissociation du progrès social et du progrès économique susceptibles d'entrer dans une relation d'arbitrage. Dans le cas de Teruel, il n'y a pas eu de création nette d'emplois depuis le milieu des années 80 ; les emplois de remplacement manquent dans l'industrie alors que la modernisation des techniques entraîne la disparition de nombreux postes de travail dans le secteur agricole⁷. L'absence d'emploi

6 Le rapport préalable à l'Accord pour le développement de l'emploi en Aragon de 1999 recommande néanmoins de renforcer les stages en entreprise dans le cadre de la modalité *occupationnelle*.

7 Dans la province de Teruel, le secteur primaire crée environ un emploi sur dix et le déclin de l'emploi dans l'industrie est plus rapide que dans le reste du pays. La construction y enregistre une perte d'activité

concerne moins les hommes mais les jeunes adultes à la recherche de la première embauche connaissent des difficultés croissantes. Les femmes sont particulièrement touchées et la différence entre leur taux de chômage et celui des hommes varie en raison inverse des crises économiques puisque ce sont d'abord les hommes, plus souvent titulaires d'un emploi, qui sont licenciés. Dans les classes d'âge situées aux extrémités, les moins de 19 ans et les plus de 51 ans à l'exception des forestiers, on enregistre le plus faible nombre d'embauches et les manœuvres sans qualification sont les plus enclins à se retrouver au chômage. En général, le rôle important de l'expérience professionnelle comme critère de recrutement tend à exclure les jeunes sortant de l'école au profit de ceux qui ont déjà travaillé. Néanmoins, le chômage se développe dans un rapport inversement proportionnel au niveau académique. Les individus les moins touchés par le chômage appartiennent aux catégories les mieux formées. Bien que le diplôme n'explique pas à lui seul le phénomène du chômage, lequel s'inscrit dans une configuration plus complexe, il reste qu'à Teruel l'essentiel des chômeurs possèdent un niveau d'étude primaire ou équivalent au premier cycle du secondaire⁸.

L'ajustement de l'emploi aux besoins se réalise à travers l'embauche précaire d'une population, souvent jeune et inexpérimentée, facilement remplaçable. Du coup, la nouvelle pauvreté touche de nouvelles catégories de citoyens dont le trait commun est la sortie temporaire ou permanente du marché du travail stable. Le plus grand recours aux contrats à durée déterminée depuis la seconde moitié des années 80, favorisé par la réforme du Statut des travailleurs de 1984 puis par la législation de 1994 sur les entreprises de travail temporaire, segmente le marché du travail et entraîne d'importantes répercussions sur la FPO. Les entreprises de travail temporaire sont en effet les moins promptes à offrir une formation qui ne soit pas instrumentale et la hausse de la rotation des salariés permise par la facilité de l'embauche à durée déterminée décourage l'investissement dans la formation.

Un processus de segmentation des salariés se met en place. Désormais un noyau dur de salariés vers lequel se tourne l'offre de formation continue bénéficie d'une stabilité de l'emploi en échange de mobilité professionnelle (changements de fonction, recyclage, etc.) et est astreint à la flexibilité fonctionnelle tandis qu'une main-d'œuvre périphérique, absente de la formation et de la promotion professionnelle, formée d'employés ou d'ouvriers d'entretien facilement

moins qu'en Aragon et constitue, avec l'énergie, une source d'emploi pérenne tandis que la branche textile, localisée dans des zones de population éparses où le niveau d'industrialisation et de développement des services est bas, recourt à une main-d'œuvre féminine et jeune. Dans le secteur tertiaire les embauches concernent principalement l'hôtellerie, le commerce et les services de nettoyage mais il s'agit surtout de contrats de travail temporaire. En outre le commerce, le tourisme, les transports et télécommunications, en régression dans les années 90, ou les services financiers aux entreprises pourvoient des emplois à un rythme inférieur à celui de l'Aragon et de l'Espagne. Au total l'élevage et la sylviculture, l'énergie hydraulique, l'industrie minière (argile et albâtre), les industries métallurgiques, mécaniques, agro-alimentaires ainsi que la construction, le commerce et l'hôtellerie, où les emplois sont plus précaires, les services aux entreprises, en forte hausse, et les services publics constituent les principaux secteurs d'embauche de la province. En ce qui concerne l'embauche des jeunes, les secteurs du montage et de l'installation, du textile et du cuir, de la construction métallique, des industries graphiques, du bois et des services sanitaires ou aux entreprises sont les plus favorables.

8 Entre 1996 et 1998, le chômage diminue dans la province quel que soit le niveau scolaire, à l'exception des niveaux sans diplôme ou études primaires.

remplaçables par des chômeurs ou du personnel temporaire et assujettie aux fluctuations du marché est exposée à la flexibilité numérique. Au total, la carte des emplois signale l'existence d'un noyau central composé d'un nombre réduit de travailleurs dotés d'un très haut niveau de formation et fortement engagés dans l'entreprise (20 à 30 pour cent du personnel réalise 70 à 80 pour cent de la charge de travail totale), de travailleurs temporaires et d'un volant de travailleurs externes effectuant des tâches de sous-traitance (on peut comptabiliser dans la sphère périphérique le personnel des entreprises de services de « personne à personne », catégorie précaire dont le volume gonfle durant les périodes de crise économique). On assiste à une bipolarisation de la structure socioprofessionnelle. Le poids relatif des cadres et des techniciens liés aux industries de haute technologie et aux services financiers ou de communication devient plus important. Les salariés les moins qualifiés et les moins rémunérés exerçant dans les services marchands ou de nettoyage industriel, activités principalement développées dans la province de Teruel, voient aussi leur nombre croître. En fait la déqualification et la précarité professionnelle se produisent conjointement à une recodification des rapports entre employeurs et salariés où les nouveaux avantages comparatifs que procure le savoir(-faire) ne sont pas absents. Il s'agit donc, dès lors que la gamme des savoirs et des savoir-faire indispensables à l'exercice professionnel dans les divers secteurs se renouvelle tous les cinq ou dix ans, de « reprofessionnaliser » les salariés déqualifiés. Mais les formations relatives au nouveau mode de production sont souvent inaccessibles aux salariés d'âge mûr (à Teruel précisément, la majorité des chômeurs sans diplôme sont des hommes âgés de plus de 45 ans). Ce sont en fin de compte les individus les mieux formés qui trouvent les moyens de se reconverter et de devenir polyvalents.

Le problème de la précarité se pose par conséquent en termes d'acquisition de qualifications, envisagée comme un moyen de lutte contre le chômage (l'émigration n'est plus l'instrument régulateur des tensions sociales nées des distorsions dans le marché du travail). Du coup, les instances publiques cherchent à insérer les exclus que l'économie peine à absorber à travers la politique sociale dont la FPO est un volet⁹. Cette dernière tente de réduire les distorsions du marché du travail et s'oriente vers l'insertion des catégories fragilisées par la crise. Après la récession de 1992, amplifiée dans la province de Teruel par la fermeture d'une importante mine de lignite, la formation dispensée dans le cadre du Plan de formation et d'insertion professionnelle ne s'adresse qu'aux chômeurs, conformément au décret royal de mai 1993 qui recommande de lier étroitement la FPO et l'insertion professionnelle (on note à Teruel un accroissement de l'insertion des chômeurs dans les années suivantes). Le recours aux programmes de FPO est désormais lié à la situation de chômage (à Teruel, plus de 60 pour cent des stagiaires interrogés ayant suivi au moins un stage de FPO se sont auparavant trouvés au chômage alors que le pourcentage tombe en deçà de 40 pour cent lorsque les stagiaires n'ont

9 En Aragon, l'exclusion sociale existait avant le phénomène de dualisation sociale post-fordiste. Dans cette région, certains groupes sociaux n'ont jamais bénéficié de la protection qu'offre un travail stable et ne se sont pas intégrés aux mouvements de modernisation de la société espagnole des trente dernières années.

pas connu le chômage. L'écart entre ces deux groupes s'agrandit encore si l'on tient compte de la participation à deux stages au moins). En outre la modalité *occupationnelle* offre une opportunité de se former sans détenir des droits associés à un travail antérieur (la majorité des usagers turolois de la FPO publique sont jeunes et ne reçoivent pas de prestations).

Une propédeutique à l'insertion professionnelle

Basés sur une logique libérale de la formation (à Teruel, l'Institut national pour l'Emploi oblige à peine un vingtième des stagiaires à suivre une formation) les programmes de FPO publique accueillent un public composé d'individus dont la situation professionnelle est précaire, de femmes dont il s'agit de favoriser l'insertion dans des professions traditionnellement masculines, de chômeurs de longue durée ou de jeunes abandonnant le système éducatif sans formation solide. Notre investigation dans la province de Teruel confirme peu ou prou les tendances observées au niveau de l'Espagne. En matière d'emploi d'abord. Quelque 60 pour cent des stagiaires consultés ont déjà occupé un emploi. Moins de la moitié sont au chômage depuis moins d'un an et un peu plus d'un cinquième se trouvent sans emploi depuis plus d'une année. Plus de la moitié ont connu au moins une fois le chômage (généralement au cours des cinq années précédant leur stage). L'observation des cohortes de stagiaires de 1990 à 1997 que nous avons effectuée à partir des comptes rendus de l'Institut national pour l'Emploi montre également que les chômeurs de courte durée constituent le principal groupe tandis que la part encore importante des chômeurs de longue durée diminue clairement après 1995 (à partir de 1994 le nombre de chômeurs de courte durée dépasse celui des chômeurs de longue durée). Les effectifs des écoles-ateliers et des chambres de métiers sont en revanche en nette hausse depuis 1993. On note en 1994 une augmentation significative du nombre par ailleurs faible d'individus marginaux ou appartenant à des minorités ethniques, lequel se stabilise ensuite à un niveau inférieur à celui des années antérieures au décret de 1993. En revanche, le nombre de femmes formées en raison de leur sous-représentation professionnelle est en nette diminution après 1992 puis devient insignifiant. Mais ce phénomène est propre à Teruel qui n'est pas une province industrielle. Si l'on considère les effectifs, six stagiaires de la FPO sur dix sont des femmes. Alors que le groupe d'âge compris entre 25-45 ans (presque cinquante pour cent) se détache, celui des moins de 25 ans pèse d'un poids important (plus de deux cinquièmes) dès lors que l'on prend en compte les effectifs des écoles-ateliers et des chambres de métiers (si on les déduit du total, ce groupe d'âge ne représente que moins d'un tiers de l'ensemble). Une infime minorité des stagiaires est âgée de plus de 45 ans. Si l'on se penche sur le niveau d'études, on voit que les populations de niveau primaire et secondaire constituent la majorité des formés (plus de 80 %, soit respectivement quelque 20 % et 60 %). La FPO accueille d'autre part beaucoup plus de diplômés de l'enseignement supérieur que d'individus sans diplôme.

Bien que les stagiaires présentent en général un niveau d'études bas, la participation à la FPO diminue avec l'âge et augmente avec le niveau d'études. On observe une tendance à la

hausse des profils scolaires des stagiaires. Les titulaires de la FP initiale, du baccalauréat et même de diplômes universitaires (les étudiants recherchent un complément de formation *occupationnelle* en marge de leur cursus universitaire) s'intègrent davantage dans la FPO. A l'inverse, des programmes de remise à niveau sont suivis par de jeunes stagiaires des écoles-ateliers dans le cadre du programme d'assistance éducative. Le taux d'abandon scolaire est en effet notable en Aragon y compris dans la FP initiale. Au milieu des années 90 encore, un peu moins de la moitié des aragonais de 18 ans affronte le marché du travail sans qualifications suffisantes (à l'autre extrême, les salariés âgés entrés dans la vie active sans grand bagage scolaire se trouvent confrontés à la concurrence des nouveaux entrants plus diplômés). Au total, la demande de FPO se modifie et on observe une hausse du nombre de candidats, du niveau et une diversification des choix.

Il apparaît qu'une classe moyenne ordonnée sur la base scolaire et un secteur composé d'exclus et de précaires caractérisent la société de l'information qui s'achemine vers une structure duale. La tertiarisation et les mutations technologiques semblent avoir pour effet principal de renforcer le lien entre pauvreté et faible qualification. Dans un tel contexte la FPO exerce un effet de reclassement même si à Teruel comme ailleurs des catégories moins désavantagées en matière de capital initial s'immiscent dans le dispositif en raison de l'insuffisance de leur savoir-faire (les étudiants de notre échantillon turolois représentent dix pour cent des effectifs). Mais les individus sans diplôme ont tendance à ne pas s'inscrire dans les modules de FPO précisément conçus pour eux. Pourtant, il y a encore place pour des fonctions entièrement nouvelles comprenant des tâches simples (surveillance des automatismes, services personnalisés) qui n'exigent qu'une formation de type *occupationnel* même si personne ne sera dispensé d'une formation de base minimale et des qualités d'adaptation et d'autonomie. Des salariés dont la formation spécifique de haut niveau s'appuie sur une solide formation de base coexistent avec des salariés possédant une formation *occupationnelle* adaptée et polyvalente¹⁰. En revanche, les débouchés professionnels liés au développement des nouvelles technologies de l'information n'offrent pas suffisamment d'alternatives aux catégories de salariés peu qualifiés ou exerçant dans des activités traditionnelles (en Aragon, la demande d'emplois non qualifiés ne dépasse probablement pas 5% du total des offres). Cela étant les formations *occupationnelles* sont perçues comme des moyens supplémentaires d'accession à l'emploi par les catégories fragilisées. A leurs yeux, la participation à la FPO améliore l'employabilité et s'inscrit dans une stratégie visant à contourner les obstacles à l'embauche que presque deux tiers des stagiaires consultés à Teruel rencontrent¹¹.

10 L'entreprise ne se départit pas automatiquement de ses salariés de bas niveau sauf si les tâches qu'ils remplissent sont incompatibles avec le modèle organisationnel choisi ou si elle peut se procurer le volant de main-d'œuvre peu qualifiée dont elle a besoin à travers une délocalisation.

11 Moins de 15 pour cent des stagiaires interrogés attribuent directement la difficulté à trouver un emploi à l'insuffisance de leur formation. Dix pour cent, découragés, ne recherchent pas un emploi. A la chambre de métiers d'Andorra, une proportion élevée de stagiaires (près de 40 pour cent) en comparaison des autres groupes de FPO ne recherchent pas de travail.

La redistribution du savoir

Le rythme rapide des transformations, favorisées par les nouvelles technologies de l'information, réduit la validité des qualifications et des compétences à des périodes plus courtes. Il se produit un déséquilibre continu entre les profils requis et les profils réels des individus qui exercent ou aspirent à exercer un emploi. Si la situation des salariés engagés dans un processus d'obsolescence de leurs savoirs dépend de la vitesse et de l'intensité de la dévalorisation de leurs compétences et de leurs qualifications, elle repose aussi sur la revalorisation de leurs savoirs et sur l'accès à la FP.

L'accès à la FP des adultes est fondamental dans un pays comme l'Espagne où le système scolaire a transmis de plus grandes inégalités qu'aux Etats-Unis ou en Angleterre et où la dualisation de l'éducation se perpétue parmi les jeunes générations. La fracture éducative y correspond pour une bonne part à la fracture sociale et se produit au niveau des individus qui n'ont effectué qu'une scolarité obligatoire. Tout se passe comme si la hiérarchie du chômage et de la précarité épousait celle des conditions initiales relatives au savoir. Les jeunes sans diplôme, les hommes âgés de plus de 45 ans exclus par le progrès technique et les femmes sans autre savoir-faire que ménager se retrouvent à la périphérie du marché du travail (le taux d'activité augmente à mesure que le niveau d'instruction de la population, aussi bien masculine que féminine, s'élève mais il est néanmoins supérieur chez les hommes à niveau égal d'instruction).

L'accès à la FP continue diffère, comme l'accès à l'emploi, selon les catégories de main-d'œuvre. Parmi les stagiaires de notre échantillon turoleño ayant exercé un emploi (quelque soixante pour cent du total), moins d'un tiers seulement avaient bénéficié de la FP continue. Dans près de trois cas sur dix, la formation continue n'existait pas dans l'entreprise. Les stagiaires de la FPO semblent aussi être exclus des formations liées aux initiatives et aux programmes européens dispensés dans la province, auxquels à peine six pour cent des stagiaires déclarent avoir participé. En règle générale la formation continue, peu étendue jusqu'au milieu des années 90, n'est véritablement mobilisée que pour la fraction de salariés repérée comme suffisamment stable et compétente. Les catégories les plus précaires, celles pour lesquelles la formation est la plus inséparable de l'apprentissage au travail et de l'expérience professionnelle, ne bénéficient que rarement de la formation continue dont l'accès est l'un des plus étriés parmi les pays de la Communauté¹². En fin de compte les moins qualifiés comme les jeunes sans diplôme ou sans expérience, dont la présence à la formation continue est très inférieure à la moyenne, participent de façon récurrente aux stages de FPO. A Teruel en l'occurrence, environ un stagiaire sur trois avait au moins une fois pris part à des actions publiques de FPO au cours des cinq années précédant son stage. La modalité publique se substitue fréquemment aux entreprises en matière de formation continue des salariés. Le phénomène est plus marqué encore dans la province de Teruel où les PME, qui prédominent, rencontrent souvent des

12 En Espagne comme dans les pays du Sud la participation à la formation continue en entreprise est nettement moins élevée que dans les pays scandinaves, les Pays-Bas ou le Royaume-Uni.

difficultés à former leur personnel et accèdent difficilement aux aides à la formation continue¹³. Tout se passe comme si les entreprises cherchaient, dans un contexte de compétitivité accrue, à externaliser la formation vers la FPO publique, orientée vers les formations de base et de reconversion, tout en recrutant dans le marché externe du travail des candidats formés.

Il existe finalement une forte corrélation entre le niveau de formation et les compétences recherchées. Ceux qui suivent une FP se débrouillent mieux en matière d'emploi que ceux auxquels elle manque. En matière de FPO, réservée aux jeunes issus de l'enseignement secondaire général ou professionnel et aux adultes n'ayant effectué que des études primaires, l'enjeu n'est donc pas d'offrir des apprentissages spécifiques peu demandés mais de dispenser une formation générale favorable au développement de capacités et d'aptitudes facilitant les apprentissages spécifiques ultérieurs et l'acquisition de connaissances ou de qualifications transférables d'un contexte à un autre. Il s'agit aussi d'affronter les déficits en formation de la population active accumulés durant les décennies antérieures¹⁴. Bon nombre d'adultes ne possèdent pas une formation de base indispensable au maintien dans le monde du travail et, nous l'avons vu, le chômage se concentre en premier lieu sur les individus possédant un niveau d'études primaire ou secondaire. Seule une bonne formation initiale semble finalement donner accès à une large gamme de formations continues. Les changements de profils professionnels générés par la mondialisation peuvent être plus facilement assumés si la formation de base reçue est suffisamment polyvalente.

La question est capitale à Teruel où une fraction de la population rurale est appelée à changer de secteur d'activité alors qu'elle possède un niveau scolaire inférieur aux autres catégories de population (un tiers de la population turoleñoise ne possède toutefois pas de diplôme). Le niveau scolaire des hommes, qui constituent l'essentiel de la population active, est moins élevé que dans le reste de l'Espagne sauf aux échelons les plus bas (la proportion de femmes, peu présentes dans le marché du travail, ayant effectué des études secondaires y est par contre plus élevée et le nombre de celles qui n'ont pas fréquenté l'école ou n'ont atteint que le niveau primaire y est inférieur). Comme dans le reste de l'Espagne, la proportion d'individus analphabètes, sans diplôme ou possédant un titre de l'enseignement primaire augmente avec l'âge tandis que les cohortes les plus jeunes fréquentent davantage les niveaux secondaire et supérieur en raison de l'amélioration de la qualité de l'enseignement initial et de la pression du marché du travail.

III. Une modalité de formation indispensable à la survie de la province

13 Les salariés ont davantage accès à la formation continue dans le domaine des activités financières, l'industrie métallurgique, le commerce et les services aux entreprises, peu développés à Teruel, alors que leur participation est réduite dans les industries du textile, du cuir, de la construction, très présentes à Teruel, et le secteur des transports et communications.

14 Le modeste objectif de la scolarisation totale est atteint au début des années 80 et le retard quantitatif et qualitatif dans les enseignements primaire et secondaire est à présent totalement rattrapé mais la formation professionnelle des adultes dont l'Etat ne s'occupe réellement que dans la seconde moitié du XX^e siècle reste encore faible au milieu des années 90 (à l'identique, l'effort dans la formation des élites scientifiques et techniques n'a pas suivi celui de l'économie).

La FPO publique, de plus en plus influencée par les choix des institutions européennes, tente d'harmoniser l'insertion professionnelle avec le développement régional¹⁵. A l'instar du Programme de promotion professionnelle ouvrière du milieu des années 60 qui s'était converti en instrument de planification et d'aménagement du territoire, la FPO est un vecteur de la politique de développement local. Mais la relation entre la formation, l'emploi et le développement n'en reste pas moins assujettie à la hiérarchie des territoires.

Une situation périphérique

Il est difficile de comprendre la situation économique de Teruel sans se référer au dualisme interne qui caractérise le développement de l'Aragon depuis deux siècles. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, on observe déjà deux niveaux d'industrialisation tout à fait distincts. D'un côté, Saragosse et sa capitale où le niveau est supérieur à la moyenne espagnole et d'un autre les provinces de Huesca et de Teruel qui connaissent de bas niveaux. Durant le premier tiers du XX^e siècle perdure le dualisme entre le noyau industriel de Saragosse et d'une partie de sa province, où dominant les industries agro-alimentaires et manufacturières et où se produit une certaine diversification, et les provinces de Teruel et de Huesca davantage tournées vers l'agriculture et la production céréalière où l'agro-alimentaire, principale ressource commerciale, stagne. Si la dépression postérieure à la guerre civile n'épargne pas l'Aragon, la province de Teruel connaît de 1955 à 1975 une constante désindustrialisation contrastant avec la croissance de Saragosse et de Huesca. En définitive, il faut encore dans les années 90 souligner la précarité du tissu économique et social de Teruel, territoire éminemment rural, dépeuplé, à l'avenir difficile et incertain.

Cette province montagnaise, située entre plusieurs foyers à fort développement (Madrid à l'ouest, Valence au sud, Barcelone au nord-est et Saragosse au nord) présente des particularités géo-économiques. Le relief partage *grosso modo* la province en trois grandes unités. Les hautes terres, faiblement peuplées et abritant les agglomérations de Teruel, Calamocha, Cella enregistrent à côté de l'agriculture céréalière associée à la sylviculture et à l'élevage extensif un faible développement industriel. La plaine du bas Aragon, où se développe un élevage intensif essentiellement porcin, a pour principales agglomérations Alcañiz, Calanda et Alcorisa. De densité supérieure à la moyenne de la province, le développement économique et industriel y est aussi plus soutenu. Situées entre ces deux ensembles géographiques, les *Cuencas Mineras*, de densité démographique variable (Utrillas et Andorra sont les principales cités), se voient affectées par la crise de l'industrie minière.

15 Depuis la réforme des fonds structurels de la fin des années 80, le Fond social européen finance en priorité et en totalité les objectifs 3 et 4 liés à la FP et à l'emploi des populations en difficulté. Il appuie aussi de nombreux programmes opérationnels associés aux initiatives communautaires au regard desquels le développement rural, les régions périphériques, l'emploi et la croissance des ressources humaines sont des orientations prioritaires (dans le cas de Teruel, les initiatives se déroulent dans des contrées ou dans des secteurs où l'offre de FPO est inexistante ou faible). Au total, les apports du Fond sont déterminants et ont permis de multiplier les infrastructures de FPO.

Le secteur primaire, sur lequel s'est appuyée l'économie de Teruel jusqu'à une période récente absorbe encore quelque vingt pour cent de la population active (on y relève aussi un chômage déguisé). Néanmoins les restructurations et l'émigration réduisent l'emploi dans l'agriculture qui voit sa valeur ajoutée diminuer. Il est vrai qu'elle ne bénéficie pas de conditions naturelles favorables, à l'exception de zones forestières importantes. Les cultures de blé tendre et d'orge, dominantes, sont peu rentables et sont excédentaires dans le contexte de la politique agricole commune. L'industrialisation des produits agricoles reste insuffisante et la taille réduite des entreprises du secteur constitue un handicap face à la pression des grandes chaînes de distribution. Enfin, les entreprises familiales, mal intégrées dans les circuits commerciaux, s'adaptent difficilement aux normes européennes.

Selon l'Organisation de coopération et de développement économique, la croissance des zones rurales repose désormais davantage sur l'industrie et les services que sur l'agriculture. Mais l'industrie est, à Teruel, précaire et réduite. Les petites et moyennes entreprises représentent plus de quatre-vingt dix pour cent du total. Il n'existe de grandes entreprises que dans la branche de l'énergie qui a soutenu en grande partie la croissance du secteur secondaire. A l'exception de la construction, les principales branches industrielles (agro-alimentaire, bois et ameublement, métallurgie légère, mécanique, textile, confection et cuir) sont liées aux ressources naturelles de la province ou sont le produit des politiques de réindustrialisation des zones en déclin économique (la branche textile et confection, fortement féminisée et localisée à Teruel, dans la Sierra de Gúdar, le Bajo Martín, le Matarraña et le Bajo Aragón, doit toutefois maintenir la main-d'œuvre féminine en milieu rural). Par ailleurs, le Marché unique exerce des effets défavorables sur les industries utilisant des processus à bas contenu technologique et sur celles en déclin (chaussure, habillement, produits céramiques). En somme le secteur secondaire stagne et l'activité se déplace progressivement du secteur primaire vers le secteur tertiaire qui enregistre, depuis le milieu des années 80, une croissance lente et inexorable mais reste fortement dépendant des fluctuations de l'économie régionale. L'insuffisante diversification, la faiblesse du tissu industriel et le médiocre développement des services aux entreprises constituent des freins importants à l'absorption des excédents de main-d'œuvre en provenance du secteur primaire.

Le développement des entreprises locales n'est pas accompagné de la croissance des services marchands sur lesquels s'appuie désormais l'accumulation (le poids du tertiaire qui recouvre principalement l'administration, l'enseignement et les services publics de santé, surtout localisés dans la capitale provinciale, est moindre en comparaison du reste de l'Espagne). La faible flexibilité et le coût élevé des services ne favorisent pas leur ajustement au secteur industriel ouvert à la concurrence extérieure et ralentissent la croissance des quelques noyaux d'industrialisation (Alcañiz, Andorra et Teruel). Dans le commerce où Teruel et Alcañiz sont les principaux pôles la modernisation des établissements familiaux, compléments aux activités rurales, et le développement de stratégies globales basées sur le regroupement et sur une offre adaptée aux particularités locales sont nécessaires. En matière de tourisme, les

carences dans l'infrastructure plus marquées à Teruel représentent un écueil supplémentaire. Au total l'insuffisance des communications internes et externes, qui accentue en dépit d'une lente amélioration la situation périphérique de Teruel, la limitation des activités de services, la faiblesse de la modernisation du système commercial et la médiocrité des infrastructures touristiques représentent des handicaps importants.

D'autre part l'atonie qui frappe déjà l'Aragon rural dans le premier tiers du XX^e siècle, où seule la province de Saragosse connaît une croissance démographique et urbaine, persiste durant la période de croissance (1955-1975) marquée par une forte émigration et se poursuit pendant le dernier quart du siècle. Le déclin démographique de la province de Teruel, forte de 140 000 habitants, est plus accentué que dans les autres zones rurales de l'Aragon. Dans les noyaux ruraux, où les individus en âge de travailler émigrent et où prédomine une population âgée, les taux de natalité sont bas alors que la population des zones urbaines vieillit. En comparaison du reste de l'Espagne la province compte moins de jeunes et plus de personnes âgées. La densité de population, la plus basse de l'Espagne, figure parmi les plus faibles de l'Union européenne. Le remplacement des générations n'est donc pas assuré dans la majorité des municipalités de la province, surtout en milieu rural. Inexorablement le dépeuplement entraîne une profonde dévitalisation économique et socio-culturelle, particulièrement dans les régions montagneuses dotées d'infrastructures médiocres.

La position périphérique de la province, sa très basse densité démographique, son modeste potentiel technologique et le faible développement des ressources locales accélèrent sa désertification. Dans le même temps, on assiste à des mouvements de délocalisation vers les territoires les plus compétitifs de la Communauté¹⁶. L'éloignement de Teruel des pôles urbains, la perte de compétitivité de ses entreprises, ses infrastructures insuffisantes et le faible développement des services aux entreprises nuisent à l'implantation de nouvelles activités¹⁷. De telles difficultés rendent l'ajustement au nouveau contexte économique plus malaisé et aggravent les déséquilibres régionaux¹⁸. Il est aussi moins facile de retenir les jeunes et les travailleurs qualifiés.

16 L'exemple du groupe de stagiaires formés au réseau, comptant deux tiers d'étudiants, est éloquent. La combinaison du niveau scolaire et de la particularité du secteur « réseau » qui offre de nombreux débouchés en dehors de la province de Teruel où l'infrastructure en technologies de pointe reste insuffisante, conduit plus de trois quarts des stagiaires à opter pour une recherche d'emploi à Teruel *et* dans une autre province (il est exemplaire de comparer ce groupe avec le groupe « *internet* » composé de chômeurs, où presque trois quarts des éléments se préparent à chercher un emploi dans la seule province de Teruel).

17 On sait qu'au niveau d'une économie l'activité se concentre dans les grandes agglomérations ou au contraire se délocalise vers la périphérie, c'est-à-dire vers les régions où la main-d'œuvre est moins chère. Lorsqu'il existe des opportunités de travail en réseaux décentralisés permettant de diminuer les coûts de transaction, la polarisation vers le centre s'atténue. Mais de telles possibilités sont encore trop rares dans la province de Teruel. D'autre part l'existence d'infrastructures de transport suffisamment développées à la périphérie, ce qui n'est pas le cas à Teruel, peut motiver la délocalisation (il importe alors de supprimer les externalités liées à l'encombrement des villes). Enfin, la polarisation vers le centre se réduit si l'on trouve une main-d'œuvre qualifiée à la périphérie.

18 Le Produit intérieur brut de la province est supérieur à la moyenne espagnole mais voit sa progression *per capita* croître faiblement. En fait, le poids de la production énergétique et minière et la faible population sur laquelle est répartie la richesse produite expliquent cette situation statistique.

La régulation du déséquilibre territorial

On se souvient que la valorisation des ressources naturelles avait favorisé l'Espagne périphérique au XIX^e siècle. Puis la stagnation agricole, surmontée après 1950, et le caractère géographiquement sectoriel de l'essor industriel dans la période suivant la guerre civile avaient accusé les déséquilibres régionaux. Durant la période 1960-1975, on assiste à une croissance industrielle qui donne lieu à d'importants transferts, appuyés par l'Etat, de main-d'œuvre du secteur agricole vers les secteurs de l'industrie et des services. Ce sont essentiellement les jeunes qui partent. L'Aragon montagnard de Huesca et surtout Teruel sont particulièrement touchés. Les tentatives de rééquilibrage géographique autour de grands pôles de développement s'accompagnent de la désertification des deux plateaux castillans de l'Extrémadure et de l'Aragon. Les Espagnes périphériques et insulaires sont en fait les principales bénéficiaires. Au milieu des années 90, les régions à dominante agricole ont encore en dépit de la politique agricole commune un revenu par tête très inférieur à la moyenne nationale. Dans le cas aragonais, la majeure partie du territoire se trouve à l'écart des grands flux d'activité regroupés autour de Saragosse où se concentrent les trois quarts de la richesse générée. La tertiarisation de l'économie touche davantage la vallée de l'Ebre que les régions rurales qui en général bénéficient le moins du développement des services marchands. A Teruel les centres urbains de taille moyenne, insuffisamment articulés, n'impulsent pas le développement de la province et continuent à remplir des fonctions administratives ou à fournir des services de base¹⁹. Située en dehors des principaux axes de développement économique, cette province occupe une position périphérique. Les coûts de transaction s'élèvent faute de liens soutenus avec les services stratégiques des centres urbains et d'une masse critique de ressources financières et humaines. Plus précisément, le manque de main-d'œuvre qualifiée aggrave les disparités régionales, déjà considérables et parmi les plus importantes de la Communauté, en faveur des façades maritimes et de Madrid.

Pourtant l'offre de FP non initiale a considérablement augmenté à Teruel durant les années 90. Les mutations en cours génèrent une offre de niveau plus élevé, ouverte à la polyvalence et tournée vers la création d'entreprises ou les nouvelles technologies (les

19 Jusqu'aux années 80, la croissance des régions intérieures repose principalement sur les facteurs traditionnels (développement de l'industrie, urbanisation). Puis se dessine progressivement un nouveau modèle basé sur l'innovation, la tertiarisation et la formation d'un système moins hiérarchisé de villes fonctionnellement connectées. En Aragon, le réseau de villes petites ou moyennes est toujours mal vertébré tandis que l'activité se polarise autour de Saragosse qui bénéficie d'une rente de situation imputable à sa localisation sur l'un des axes les plus dynamiques de l'économie espagnole. La province de Teruel reste pour sa part un espace fragile dont le développement est toujours fortement associé à l'activité agricole. Nombre d'industries intensives en main-d'œuvre et liées au secteur primaire (agro-alimentaire, textile et confection, bois, cuir et chaussure) coexistent avec des activités intensives en capital (industrie métallurgique, énergie). D'autre part le système urbain est peu dynamique. Les petites villes perdent de nombreuses fonctions associées à l'activité des populations rurales tandis que les services des villes moyennes se délocalisent dans les métropoles sans que l'on observe une revitalisation de l'espace rural. La province, insuffisamment desservie, est déconnectée d'une grande agglomération et les liaisons internes médiocres ne favorisent pas la communication entre les différents noyaux de population. Une grande partie de la province de Teruel est isolée et absente des flux socio-économiques.

changements technologiques dans les entreprises locales donnent naissance à une offre de formation qui en favorise la diffusion. A l'inverse, l'offre de formation peut en cas de retard dans l'utilisation des technologies en accélérer l'usage). Les stages relatifs aux services représentent plus de la moitié du total des stages effectués dans la province entre 1990 et 1997 loin devant les formations orientées vers l'industrie, la construction ou l'agriculture. Les formations tournées vers le tertiaire de bureau sont les plus fréquentes mais l'informatique devient le principal enseignement en fin de période. Des formations à la communication, à la vente et à l'hôtellerie existent ponctuellement tandis que les stages orientés vers le tourisme, l'animation ou l'éducation à l'environnement apparaissent de façon régulière depuis 1995, à l'instar des stages d'anglais. Les formations aux soins infirmiers sont également nombreuses. Celles en liaison avec l'industrie représentent moins du tiers du total de la période et se concentrent principalement sur l'électricité, la mécanique industrielle, la soudure et la mécanique automobile alors que les formations en rapport avec le textile ou les industries du cuir et de la peau couvrent le début de la période étudiée. La maçonnerie et la plomberie constituent les principales formations du bâtiment cependant que la préparation aux divers métiers de la restauration du patrimoine se déroule dans le cadre des écoles-ateliers et des chambres de métiers. Les formations du secteur primaire, les moins nombreuses, correspondent davantage aux métiers de la sylviculture et du jardinage. L'agro-alimentaire est également présent et les formations concernant la boucherie, le découpage plus précisément, apparaissent à partir du milieu des années 90²⁰.

En résumé les formations s'orientent vers l'agro-alimentaire et la sylviculture, l'informatique (programmation, réseau, etc.), les techniques de l'entreprise (comptabilité financière, vente, communication), l'artisanat traditionnel, la soudure, la plomberie, etc. et vers les services (sécurité, assistance médicale, tourisme rural, etc.)²¹. L'offre de FPO reste

20 Le transfert de gestion du Plan de formation et d'insertion professionnelle de l'Institut national pour l'Emploi vers la Communauté autonome de l'Aragon en 1998 a favorisé le rapprochement de l'offre de FPO et des activités productives locales. Cependant le contexte économique local est plus ou moins discriminant en matière d'offre de formation. Le cas de figure le plus fréquent correspond à des zones d'emplois à activités multiples avec un poids important du tertiaire qui se concentre, comme à Teruel, sur les secteurs non marchands (santé, collectivités territoriales) ou sur un secteur très diffus et peu structuré (petit commerce, artisanat, etc.). En cas d'offre de formations tertiaires, largement diffusées, le contexte local est par contre peu discriminant. A l'identique, une formation unique entraîne souvent un recrutement et une aire d'insertion professionnelle larges (le centre de restauration d'Albarraçin attire par exemple des stagiaires de toute l'Espagne -de niveau d'études élevé, plus de 80 pour cent sont diplômés du supérieur. La quasi totalité d'entre eux souhaite exercer à l'extérieur de la province de Teruel). En revanche une formation spécifique correspond généralement à une aire de recrutement localisée, proche de la zone d'emploi (cas des formations agro-alimentaires à Teruel).

21 Les besoins de FP non réglementée en main-d'œuvre des entreprises locales recouvrent tous les secteurs. Les nécessités de la branche agro-alimentaire, où la rentabilité est médiocre, sont liées à l'intégration de la filière, au développement des normes de qualité, à la commercialisation des produits du terroir (l'abricot de Calanda par exemple), ou au perfectionnement de l'élevage intensif dont dépend l'élaboration du principal produit de la zone, le jambon de Teruel (son exportation pourrait compenser la faiblesse du marché local). Les besoins sont également importants dans le secteur secondaire où n'existent pas d'industries à haute technologie. Une FP favorisant la restructuration du tissu productif local, la recherche de nouveaux produits à haute valeur ajoutée ou l'élargissement des marchés est essentiel à la survie du secteur. Dans le tertiaire, les économies d'échelle et la rénovation des services, dont la croissance à l'intérieur des noyaux ruraux est rendue nécessaire par le vieillissement de la population et l'éloignement des centres urbains, reposent aussi

hiérarchisée par l'activité économique du territoire et s'insère dans un réseau urbain articulé autour des villes petites et moyennes, intermédiaires entre Saragosse la capitale régionale et les territoires de basse densité. Les cours se concentrent principalement dans les villes de Teruel, d'Alcañiz et dans les principales municipalités du Jiloca et des *Cuencas Mineras*. Il ne se produit pas de mise à disposition géographique de l'offre de formation, indispensable à l'élévation des niveaux de qualification dans les zones rurales isolées en proie à des mouvements démographiques négatifs. La répartition géographique de l'offre de FPO dans la province de Teruel ne corrige pas les déséquilibres territoriaux²². Alors que les petits noyaux de population articulés autour de Teruel, d'Alcañiz ou des chefs-lieux, nécessaires à la politique d'aménagement du territoire, doivent jouer un rôle clé dans la décentralisation des programmes de FP en milieu rural, la concentration spatiale s'est accentuée depuis 1993. Le nombre de communes rurales concernées par le Plan FIP décroît. Du coup, les stages qui y sont organisés diminuent de plus de la moitié, conformément à la tendance observée dès les premières années de la mise en place du Plan de formation et d'insertion professionnelle.

IV. La FPO face au paradoxe de Teruel

On assiste à la montée « du local » comme centre de gestion « du global » et le mouvement de décentralisation en matière de FP s'harmonise davantage avec les mesures en faveur du développement local. Mais il reste encore, dans le cas de Teruel, à qualifier le réservoir de population active.

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée

La situation de Teruel est paradoxale. Le niveau de qualifications n'est pas assez élevé dans les secteurs clés de l'économie locale à l'exception de la métallurgie (pourvoyeuse des

sur développement de la FP. A l'instar du tourisme, appelé à absorber l'excédent de main-d'œuvre provenant d'activités en déclin comme l'agriculture et la mine dont l'articulation avec un réseau de services disposant d'un personnel spécialisé constituerait également une source de plus-value. Enfin, certains métiers artisanaux disparaissent et le patrimoine requiert un entretien. Si l'on se penche sur les professions les plus demandées dans la province, on s'aperçoit qu'elles correspondent surtout aux emplois du commerce (un cinquième des demandes), de bureau (quasiment une demande sur six), de services de nettoyage (dans des proportions presque équivalentes) et dans une moindre mesure aux emplois des industries forestière, agro-alimentaire et manufacturière, de la confection et du cuir ou du tourisme (personnel de restauration et d'hôtellerie). Dans le secteur des PME, des mécaniciens et des gérants d'atelier, des vendeurs et des détaillants, des salariés ou des gérants d'entreprise de services électroniques, des animateurs touristiques et des gérants d'hôtel sont recherchés ainsi que des conseillers professionnels polyvalents.

22 Entre 1990 et 1997 plus de la moitié des stages relatifs à la construction, à l'industrie ou aux services et à l'agriculture, dans une moindre mesure, se déroule dans la ville de Teruel. Les autres agglomérations importantes, Alcañiz et Andorra, accueillent respectivement un peu plus de 10 pour cent et de 7 pour cent des formations. Utrillas et Escucha, dans les *Cuencas Mineras*, Calamocha et Monreal del Campo, dans le Calamocha, abritent un pourcentage encore significatif de stages tandis que quelque 15 pour cent de l'offre se répartit entre une trentaine de communes. Le Matarraña, le Gúdar-Javalambre et l'Albaracín sont faiblement représentés ou le sont de façon irrégulière alors que le Maestrazgo est absent de l'offre (des formations à caractère professionnel y sont cependant organisées sous l'égide du programme européen *Leader*). En outre, les programmes de formation réalisés exclusivement en milieu rural n'ont lieu qu'en 1991 et 1992 et ne s'adressent qu'à une infime partie des stagiaires.

usines automobiles de Valence et de Saragosse), du textile et de l'industrie du cuir et les demandes de travail qualifié sont rarement couvertes par des travailleurs originaires de la province²³. Il se produit aussi une émigration des titulaires de diplômes de l'enseignement supérieur vers les riches provinces voisines et au moment d'entrer dans la vie active de nombreux jeunes quittent la province²⁴. L'offre de travail insuffisante ne peut conjurer l'émigration vers les provinces limitrophes de Valence et de Castellón (ou vers Soria, la Catalogne et Madrid). La province souffre davantage d'une carence en main-d'œuvre qualifiée que de chômage endémique. Les bas indices de formation dans les entreprises, ajoutés au vieillissement de la population et aux taux d'abandon scolaire élevés²⁵ contribuent également au déficit de qualification de la main-d'œuvre et font obstacle à la diminution des coûts du travail. A l'exemple des régions les moins développées de la Communauté européenne, les infrastructures de formation professionnelle sont également insuffisantes²⁶.

D'un autre côté, il existe un excédent de travailleurs ruraux peu qualifiés et le sous-emploi touche les femmes et les jeunes, surtout ceux issus du monde rural, dont le niveau de qualification professionnelle est bas. Dans les poches de chômage du Teruel rural on enregistre des activités de subsistance non déclarées dans les branches intensives en main-d'œuvre comme la confection ou l'hôtellerie, très présentes et pourvoyeuses de travail féminin (les individus de niveau scolaire faible ou sans expérience professionnelle sont aussi concernés par le travail « au noir »). Dans de telles circonstances, la part de la FPO consacrée à la spécialisation (la préparation des chômeurs qualifiés à un nouveau métier ou à une nouvelle profession) est faible²⁷.

Un potentiel de main-d'œuvre à qualifier

La qualification de la population féminine peut constituer une réponse au dépeuplement de Teruel. La participation des femmes à la FP est encore marquée, à l'instar de leur intégration dans le monde du travail, du sceau de l'inégalité. Mais elles sont devenues majoritaires dès

23 En dépit d'une nette diminution attribuable à la baisse de la population en âge de travailler et à l'intégration professionnelle encore faible des femmes, le taux de population active de la province ne s'écarte pas du taux moyen en Espagne. Nonobstant, les entreprises de Teruel recherchent des soudeurs, chaudronniers, menuisiers, plombiers, maçons, fraiseurs, tourneurs ou bouchers qu'elles doivent, faute de candidats, former « sur le tas » à un coût élevé et au détriment de leur compétitivité (70 à 80 pour cent des élèves turolennois choisissent l'option générale plutôt que la filière professionnelle et le faible attrait pour la FP entraîne une carence en techniciens et en spécialistes).

24 Leur taux de chômage est faible en comparaison de celui de la province de Saragosse ou de l'Espagne.

25 A Teruel comme en Aragon, de nombreux élèves abandonnent le système scolaire après 16 ans sans aucune qualification et sans formation générale suffisante sous l'effet de la démotivation, de l'incapacité ou de l'attraction du marché du travail.

26 En fait, la séparation entre la compétence et la formation est devenue plus nette au cours de la dernière décennie ; les exigences des employeurs portent sur des qualités personnelles (sens de l'initiative ou de la responsabilité par rapport à des machines elles-mêmes de plus en plus intelligentes) autant sinon plus que sur l'adéquation à un poste de travail défini une fois pour toutes. On sait aussi que 90 % des programmes de FPO ou de FP deviennent obsolètes dans un délai de 5 ans.

27 Il est vrai qu'il existe aussi une forte présence de jeunes de moins de 25 ans dans la FPO publique à Teruel.

1988 dans la modalité *occupationnelle* (à Teruel, leur présence reste cantonnée au secteur tertiaire ou à l'artisanat)²⁸. La proportion de femmes dans la FPO est à la fin des années 90 toujours supérieure à celle des hommes, y compris à Teruel, mais la relation s'inverse en matière d'insertion. Le chômage y touche davantage les femmes, surtout lorsqu'elles ont entre 25 et 34 ans. Leur taux d'activité se situe en deçà de la moyenne nationale et aragonaise et elles exercent principalement dans le secteur des services (administration, commerce de détail, nettoyage, etc.) tandis que l'agriculture, la construction ou l'extraction minière en accueillent peu. Leur présence est faible et inégale dans l'industrie. Elles sont en revanche présentes dans l'agro-alimentaire et dans le secteur du textile et du cuir où le travail clandestin est développé. Dans les zones rurales où le chômage les affecte davantage que les hommes et où elles travaillent souvent dans les activités informelles, les femmes doivent chercher un emploi hors de l'agriculture. Elles le cherchent généralement dans la province de Teruel²⁹ (si on ne tient compte que des réponses exploitables de notre enquête et si on écarte celles des femmes qui ne souhaitent pas travailler après leur stage – 6 pour cent du total –, on observe que quelque 70 pour cent des stagiaires de sexe féminin et d'origine rurale veulent exercer dans la province de Teruel et que plus de 40 pour cent souhaitent rester en zone rurale). Aucune des stagiaires ne souhaite d'emblée travailler exclusivement en milieu urbain (plus de 40 pour cent sont prêtes à travailler dans n'importe quel secteur et 30 pour cent dans les services). Seul un quart d'entre elles envisagent de chercher à la fois un emploi à Teruel *et* dans une autre province. Pas une seule n'a toutefois l'intention de prospecter uniquement dans une autre province. Il est donc essentiel de développer des programmes facilitant l'intégration professionnelle des femmes issues du monde rural dans des conditions égales à celles des hommes.

En général, les individus en situation de précarité restent dans leur province de résidence sauf les groupes traditionnellement mobiles comme les gitans. Il n'en va pas différemment à Teruel où un nombre important de stagiaires de la FPO n'appartient pas à une catégorie socio-professionnelle précise. Après avoir suivi une formation *occupationnelle*, la majorité de la main-d'œuvre turolennoise non qualifiée demeure dans la province³⁰. Notre enquête confirme d'ailleurs que presque trois quarts des stagiaires observés comptent chercher du travail dans la province (une majorité d'entre eux exerçait aussi à Teruel avant le stage). Si un peu plus du quart des personnes interrogées ont l'intention de chercher un emploi dans une autre province, elles souhaitent toutefois prospecter *dans le même temps* à Teruel. En fin de compte, seul un faible pourcentage de stagiaires (quelque 10 pour cent) se prépare à émigrer, principalement

28 Elles sont par exemple peu présentes à la chambre de métiers d'Andorra et à l'école-atelier d'Utrillas-Escucha orientées vers la restauration d'édifices.

29 Les femmes issues du milieu rural représentent 16% de l'ensemble des stagiaires sondés.

30 Les entretiens que nous avons menés auprès des responsables et des professionnels de la FPO à l'occasion de notre enquête confirment que la majorité des stagiaires travaillent dans la province de Teruel après leur passage dans la modalité *occupationnelle* publique.

vers les autres provinces aragonaises de Saragosse et de Huesca ou celles, limitrophes, de Valence et de Catalogne³¹.

Dans les régions rurales périphériques, les mesures en faveur de la FPO des chômeurs sont donc potentiellement très efficaces. Les écoles-ateliers et les chambres de métiers de Teruel situées en milieu rural contribuent à la fixation d'une population qui aurait probablement cherché du travail dans d'autres localités en leur absence. En outre, l'offre de FPO ne s'oriente pas uniquement vers les activités artisanales menacées de disparition comme le fer forgé. Elle se tourne aussi vers les activités locales traditionnelles présentant un potentiel de développement (agro-alimentaire, énergie, transports et communications, commerce) et vers les besoins, en partie insatisfaits, du secteur émergent de l'économie sociale dont le potentiel d'emploi est lié à la conjoncture démographique défavorable de la province. Des formations de type *occupationnel* relatives aux nouveaux secteurs d'activité en milieu rural (tourisme, gestion et protection du milieu naturel) sont mises en place dans le cadre d'une stratégie de diversification des ressources locales (ressources minérales et forestières, industrie de la viande) à même de procurer une valeur ajoutée. Il est aussi prévu dans le Plan aragonais de développement des ressources humaines pour la période 2000-2006 de promouvoir la croissance de ces secteurs, à l'unisson avec les instances européennes qui cherchent à éloigner les zones rurales intérieures de leur spécialisation agricole traditionnelle et à développer leurs ressources naturelles, leur patrimoine culturel et la FP. Ces axes s'appuient en définitive sur le renforcement des qualifications et sur l'exploitation de la situation stratégique de l'Aragon et doivent permettre un développement autocentré en mesure de contrecarrer l'attrait économique de Saragosse ou de Valence.

*

Le schéma centre-périphérie, au cœur de la matrice des inégalités, s'applique aussi bien à la géographie économique qu'au travail ou au savoir et rend compte de la transformation de la relation formation professionnelle-emploi-développement. Dans la province périphérique de Teruel le faible potentiel démographique et la raréfaction des ressources humaines qualifiées rendent nécessaires la formation des femmes et des travailleurs sans qualifications, lesquels n'en restent pas moins un réservoir de main-d'œuvre facilement mis à pied durant les périodes de récession. A l'inverse des années 60 où le Programme de promotion professionnelle ouvrière pourvoyait des qualifications aux travailleurs ruraux en vue de favoriser leur promotion sociale et leur émigration vers les villes, la FPO publique procure au cours de la dernière décennie des qualifications aux populations rurales turolennoises sans emploi dans le dessein de prévenir leur exclusion sociale et de les maintenir dans la province. La FPO constitue davantage un remède

31 Avant le stage, 10 pour cent des stagiaires avaient prospecté en dehors de la province et environ 16 pour cent avaient cherché un emploi dans une autre province *et* à Teruel. La volonté d'obtenir rapidement un emploi et l'existence de débouchés extérieurs plus importants dans le tertiaire rendent probablement compte de la hausse du nombre de stagiaires à la recherche d'un emploi à Teruel *et* en dehors de la province, une fois le stage effectué. Néanmoins, les candidats à l'émigration possèdent plutôt un niveau d'études secondaire et sont plus fréquemment étudiants. Ils envisagent souvent d'exercer pour une période indéterminée dans une autre province et s'orientent surtout vers le tertiaire (avant le stage, ils avaient également davantage prospecté hors de la province de Teruel).

Philippe Dautrey

au manque de main-d'œuvre qualifiée qu'une solution au chômage tout en conservant la potentialité de se transformer, dans une situation de sous-emploi, en pratique autonome par rapport au travail³². Il reste cependant à observer si l'immigration récente d'actifs d'origine étrangère ne la renverra pas à un rôle de gestion de l'exclusion.

Philippe DAUTREY

Références bibliographiques

- AGUILAR BENAJES Pedro, FUERTES GARCÍA María Jesús, QUEROL MONTERDE José Vicente, QUIJANO PARDO Marta, *Estudio diagnóstico sobre la formación en la provincia de Teruel*, Forcem-Confederación Empresarial Turolense-Fondo Social Europeo, Teruel, juin 1997, 127 pages.
- ALCAIDE CASTRO Manuel, FLÓREZ SABORIDO Ignacio, GONZÁLEZ RENDÓN Manuel, *Mercado de trabajo, reclutamiento y formación en España*, Ediciones Piramide, Madrid, 1996, 325 pages.
- ALMEIDA Julio, *Sociología de la educación*, Ariel Sociología, Barcelone, 1995, 286 pages.
- ÁLVAREZ URÍA Fernando y colaboradores, *Desigualdad y pobreza hoy*, Talasa Ediciones, Madrid, 1995, 203 pages.
- BENEYTO Pere J., GUILLÉN Pedro, *Formación profesional y empleo : la construcción de un nuevo modelo*, Germania Serveis Gràfics (colección Arcadia), Alzira (Valencia), 1998, 126 pages.
- BENNASSAR Bartolomé, *Histoire des Espagnols –VI^e-XX^e siècle*, Bouquins (Robert Laffont), Paris, 1992, 1132 pages.
- BRODER Albert, *Histoire économique de l'Espagne contemporaine*, Paris, Economica, 1998, 357 pages.
- CEDEFOP, page 6 in Cedefop Info, *Espagne : Programme national de formation professionnelle (1998-2002)*, Berlin, 2/1998, 19 pages.
- CEDEFOP, page 7 in Cedefop Info, *Espagne : priorité aux chômeurs de longue durée*, Berlin, 1/1999, 19 pages.
- COMISIÓN EUROPEA (Dirección General de Políticas Regionales), *Las regiones en la década de los noventa*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1991, 114 pages.
- COMISIÓN EUROPEA, chapitre 7 (pages 141-147) in *Crecimiento, competitividad, empleo. Retos y pistas para entrar en el siglo XXI (Libro blanco)*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1994 (1), 196 pages.

32 Lors de notre enquête, plus d'un tiers des stagiaires consultés ont répondu positivement à la rubrique 'intérêt personnel' que nous avons ajoutée à la question relative aux motivations à se former.

- COMISIÓN EUROPEA (Políticas regionales de la Comunidad Europea), *Competitividad y cohesión : las tendencias de las regiones*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1994 (2), 206 pages.
- COMISIÓN EUROPEA (Políticas Regionales y Cohesión), *Evolución prospectiva de las regiones interiores (y de los espacios rurales de baja densidad de población en la Comunidad)*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1996, 180 pages.
- CONSEJO ECONÓMICO Y SOCIAL DE ARAGÓN, *La formación profesional y ocupacional en Aragón*, Saragosse, 1994, 71 pages.
- CONSEJO ECONÓMICO Y SOCIAL DE ARAGÓN, *Dictamen 6 sobre el futuro del medio rural en Aragón*, Saragosse, mai 1995, 39 pages.
- CONSEJO ECONÓMICO Y SOCIAL DE ARAGÓN, *Acuerdo para el fomento del empleo en la Comunidad Autónoma de Aragón para 1999 (A.F.E.C.A.)*, Saragosse, novembre 1998, 24 pages.
- CONSEJO ECONÓMICO Y SOCIAL DE ARAGÓN, *Dictamen 14 sobre el plan de recursos humanos de Aragón, objetivo 3, Fondo Social Europeo 2000-2006*, Saragosse, octubre 1999, 11 pages.
- CORAGGIO, José Luis, *Política social y economía del trabajo*, Mino y Davila Editores, Buenos Aires/Madrid, 1999, 222 pages.
- DAUTREY, Philippe, *Pauvreté, formation professionnelle et insertion de l'Espagne franquiste à l'Espagne communautaire*, Mémoire de DEA, Université de Lille III, 1997, 85 pages.
- DAUTREY, Philippe, *Une approche locale de la formation occupationnelle publique en Espagne : de la qualification à la régulation. L'exemple de la province de Teruel*, Thèse de doctorat de nouveau régime, Université de Paris X - Nanterre, 2002, 353 pages.
- DIAZ CALVO, Amparo, BARBI AYUCAR, Elena, NAVARRO ELOLA, Luis, PASTOR TEJEDOR, Ana Clara, *Tecnología, empleo y mujer*, Departamento de Economía y dirección de Empresas-Centro Politécnico Superior de Ingenieros-Universidad de Zaragoza, (Serie Económico-Laboral), Saragosse, juillet 1994, 451 pages.
- DURÁN LÓPEZ, Frederico, ALCAIDE CASTRO, Manuel, GONZÁLEZ RENDÓN, Manuel, FLÓREZ SABORIDO Ignacio, *La formación profesional continua en España*, Centre de Publication du ministère du Travail et de la Sécurité sociale, Madrid, 1994, 281 pages.
- ECHEVERRÍA SAMANES, Benito, *Formación profesional (guía para el seguimiento de su evolución)*, Promociones y Publicaciones Universitarias, S.A., Barcelone, 1993, 352 pages + guide législatif (70 pages).
- FERNÁNDEZ ARENAZ, Adalberto, *La formación ocupacional : realidad y perspectivas*, Editorial Diagrama, Madrid, 1992, 203 pages.
- FERNÁNDEZ ARENAZ, Adalberto, pages 14-16, *La formación ocupacional in Formación* (Instituto de Formación y Estudios Sociales –IFES–), Madrid, décembre 2000 (n° 9), 40 pages.
- FERNÁNDEZ ENGUITA, Mariano, pages 60-65 in *Revista de Economía y Sociología del Trabajo, Formación y empleo : un matrimonio conflictivo*, Madrid, octubre 1989 (n° 6), 234 pages.
- FERNÁNDEZ ENGUITA, Mariano, *Educación, formación y empleo*, Eudema (ediciones de la Universidad Complutense), Madrid, 1992, 222 pages.

Philippe Dautreya

- FOGUED LANZUELA, Cristina, *Teruel en la unión europea : ayudas regionales y apoyo a la empresa*, Camara oficial de comercio e industria de Teruel, Teruel, 1996, 219 pages.
- GALLEGO, J. Domingo, MEDINA RIVILLA, Antonio, PÉREZ GORÓSTEGUI, Eduardo, SEBASTIÁN ÁNGEL, Miguel, *Formación y empleo ante el reto del mercado único europeo*, Universidad Nacional de Educación a Distancia (Uned), Madrid, 1994, 289 pages.
- GARCÍA CARRASCO, Joaquín (coordinador), *Educación de adultos*, Editorial Ariel, Barcelone, 1997, 289 pages.
- GARMENDIA, José A., *La nueva cultura económica y el reto del empleo*, pages 44-48 in *Claves de la razón práctica*, Madrid, mai 1996 (n° 62), 80 pages.
- GIZARD, X., JOSEPH, A., *Desarrollo regional y formación profesional*, Cedefop Documento, 1987, Berlin, 117 pages.
- Gobierno de Aragón, *II Plan de acción positiva para las mujeres en Aragón (1997-2000)*, Departamento de Presidencia y Relaciones Institucionales-Instituto Aragonés de la Mujer, Saragosse, 1998, 64 pages.
- GÓMEZ BAHILLO, Carlos, MARCUELLO SERVÓS, Chaime, *Jovenes y mundo laboral (formación y empleo en Aragón)*, Diputación General de Aragón (Departamento de Educación y Cultura), Saragosse, 1997, 96 pages.
- INSTITUTO NACIONAL DE EMPLEO, *Memoria de actividades 1990-91-92-93-94-95-96 et 97*, Dirección Provincial, Teruel.
- INSTITUTO NACIONAL DE EMPLEO, *Análisis del mercado de trabajo*, Observatorio Ocupacional de Aragón, Saragosse, décembre 1997, 374 pages.
- INSTITUTO NACIONAL DE EMPLEO, *Análisis del mercado de trabajo 1998*, Observatorio Ocupacional de Aragón, Saragosse, février 1999 (volume 1), 485 pages.
- INSTITUTO NACIONAL DE EMPLEO, *Análisis del mercado de trabajo 1998*, Observatorio Ocupacional de Aragón, Saragosse, février 1999 (volume 2), 275 pages.
- JIMÉNEZ JIMÉNEZ, Bonifacio, *Claves para comprender la formación profesional en Europa y en España*, EUB (Psicología y Educación), Barcelone, 1996, 357 pages.
- JOVER TORREGROSA, Daniel, *La formación ocupacional (para la inserción, la educación permanente y el desarrollo local)*, Editorial Popular (MEC), Madrid, 1990, 173 pages.
- JUARA COLOMER, Juan Antonio, *Escuela Taller (la creación de empleo desde la recuperación del patrimonio)*, Centro de Publicaciones del Ministerio de Trabajo y Seguridad Social (Colección Informes, Serie General Núm.19), Madrid, 1993, 99 pages.
- LABRADOR, Carmen, pages 209-222 in *Sociedad y Utopía (Revista de ciencias sociales)*, *La educación a las puertas del siglo XXI*, Facultad de CC.PP. y Sociología « León XIII »-Fundación Pablo VI, Madrid, mai 1998 (n° 11).
- LESOURNE, Jacques, *Education & société (les défis de l'an 2000)*, La Découverte/Le Monde, Paris, 1988, 357 pages.
- LÓPEZ ARANGUREN, Gonzalo, pages 95-111 in *Sociedad y Utopía (Revista de ciencias sociales)*, *El Modelo Económico de fin de siglo*, Facultad de CC.PP. y Sociología « León XIII »-Fundación Pablo VI, Madrid, 1998 (n° 11).
- LÓPEZ FEAL, Rafael, *Mundialización y perfiles profesionales*, Ice-Horsori Universitat de Barcelona, Barcelone, 1998, 234 pages.

- MINISTERIO DE TRABAJO Y DE ASUNTOS SOCIALES, Instituto de la Mujer, *La formación ocupacional desde la perspectiva de las mujeres*, Madrid, 26-29 janvier 1988, 84 pages.
- MINISTERIO DE TRABAJO Y DE ASUNTOS SOCIALES, Fondo Social Europeo, *Escuelas Taller y Casas de Oficios 1999*, INEM (Unidad de Escuelas Taller y Casas de Oficios), Madrid, 1999, 265 pages.
- MORENO, Luis, *Ciudadanos precarios (la « última red » de protección social)*, Ariel Sociología, Barcelone, 2000, 240 pages.
- NAVARRO ELOLA, Luis, PASTOR TEJEDOR, Ana Clara, PÉREZ BELLOC, Ana María, *Perspectivas de formación y empleo para la mujer en Aragón*, Centro Politécnico Superior de Ingenieros-Instituto Aragonés de la Mujer-INEM-Fundación Empresa-Universidad de Zaragoza, (Serie Laboral), Saragosse, mars 1995, 257 pages.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, *Teruel : una región rural (exámenes territoriales de la OCDE)*, Editions de l'OCDE, Paris, 2000, 240 pages.
- PÉREZ SÁNCHEZ, Margarita, *Formación y empleo en España (análisis y evaluación de la política de formación ocupacional)*, Universidad de Granada, Grenade, 1997, 234 pages.
- PIN ARBOLEDAS, José Ramon, SUÁREZ RUZ, Esperanza, pages 261-273 in *Sociedad y Utopia* (Revista de ciencias sociales), *Las nuevas formas de trabajo en la economía global*, Facultad de CC.PP. y Sociología « León XIII »-Fundación Pablo VI, Madrid, 1998 (n° 12).
- PRADOS DE REYES, J. Francisco (coordinador), *III Jornadas sobre comunidades europeas (Políticas sociales y de formación profesional en la Europa Comunitaria)*, Universidad de Sevilla-Junta de Andalucía (Consejería de Trabajo y Asuntos Sociales), Séville, 1995, 241 pages.
- RED EUROPEA DE INFORMACIÓN EN EDUCACIÓN (Eurydice), *Medidas adoptadas por los Estados Miembros de la Unión Europea para ayudar a los jóvenes sin titulación*, Unidad Europea de Eurydice, Bruxelles, 1998, 93 pages.
- RODRIGUEZ HERRERO, Juan José, *La formación profesional en España (1939-1982)*, Junta de Castilla y León (Consejería de Educación y Cultura), Valladolid, 1997, 252 pages.
- ROJAS, Eduardo, pages 247-304 in *Pensamiento Iberoamericano* (Revista de Economía Política), *Aprendizaje, experiencia de trabajo y tecnología ; el actor como sujeto de su práctica productiva in Sobre calificaciones laborales*, Madrid, janvier-juin 1997 (n° 31).
- RUESGA BENITO, Santos M., *La economía sumergida*, Acento Editorial, Madrid, 2000, 91 pages.
- SCIENCES HUMAINES, *Former, se former, se transformer (de la formation continue au projet de vie)*, Auxerre, trimestriel n° 40 (hors-série) – mars-avril-mai 2003, 79 pages.
- SEGOVIA, Rogelio, ZACCAGNINI, Jose Luis, *Nuevas tecnologías y formación ocupacional en España*, FUNDESCO, Madrid, 1988, 299 pages.
- SERRANO, Carlos, MAURICE, Jacques, *L'Espagne au XX^e siècle*, Hachette (Carré histoire), Paris, 1992, 253 pages.
- UXO GONZALEZ, J., PAMPILLON ALMEDO, Rafael, pages 105-130 in *Pensamiento Iberoamericano* (Revista de Economía Política), *Progreso técnico y tasa de paro de equilibrio*, Madrid, janvier-juin 1997 (n° 31).

Philippe Dautrey